

Arrêt

n° 132 526 du 30 octobre 2014
dans l'affaire X / III

En cause : 1. X
2. X
agissant en leur nom propre et en leur qualité de représentants légaux de :
3. X

Ayant élu domicile : X

contre :

l'Etat belge, représenté par le Secrétaire d'Etat à l'Asile et la Migration, à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la Pauvreté et désormais par le Secrétaire d'Etat à l'Asile et la Migration, chargé de la Simplification administrative

LE PRÉSIDENT F.F. DE LA IIIE CHAMBRE,

Vu la requête introduite le 3 avril 2014, en leur nom personnel et au nom de leur enfant mineur, par X et X, qui déclarent être de nationalité arménienne, tendant à la suspension et l'annulation de la décision, prise le 13 février 2014, déclarant non fondée leur demande d'autorisation de séjour en application de l'article 9ter de la loi du 15 décembre 1980, des ordres de quitter le territoire qui l'accompagnent, ainsi que des interdictions d'entrée, prises le même jour à leur égard.

Vu le titre 1er bis, chapitre 2, section IV, sous-section 2, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, dite ci-après « *la loi du 15 décembre 1980* ».

Vu la note d'observations et le dossier administratif.

Vu l'ordonnance du 28 avril 2014 convoquant les parties à l'audience du 21 mai 2014.

Entendu, en son rapport, Mme M. GERGEAY, juge au contentieux des étrangers.

Entendu, en leurs observations, Me A. HAEGEMAN *loco* Me A. MOSKOFIDIS, avocat, qui comparaît pour les parties requérantes, et Me G. VAN WITZENBURG *loco* Me E. DERRIKS, avocat, qui comparaît pour la partie défenderesse.

APRES EN AVOIR DELIBERE, REND L'ARRET SUIVANT :

1. Faits pertinents de la cause.

Selon leur déclarations, les requérants sont arrivés en Belgique le 9 mai 2012. Ils se sont tous deux déclarés réfugiés le lendemain. Leur procédure s'est clôturée par un arrêt du Conseil du contentieux

des étrangers n° 91650 du 19 novembre 2012 refusant de leur reconnaître la qualité de réfugié et de leur accorder le statut de protection subsidiaire.

Par un courrier daté du 5 septembre 2012, les requérants ont introduit une demande d'autorisation de séjour fondée sur l'article 9 ter de la loi du 15 décembre 1980. Cette demande a fait l'objet d'une décision de rejet le 26 mars 2013.

Le 21 mai 2013, les requérants se sont vu délivrer chacun un ordre de quitter le territoire (annexe 13 quinques).

Par un courrier du 20 juin 2013, ils ont introduit une nouvelle demande d'autorisation de séjour sur pied de l'article 9 ter de la loi précitée du 15 décembre 1980 en raison de l'état de santé de la première partie requérante. Cette demande a été déclarée recevable le 4 octobre 2013.

Le 16 décembre 2013, le médecin-conseil de la partie défenderesse a rendu son rapport d'évaluation médicale de l'état de santé de la première partie requérante.

Le 13 février 2014, la partie défenderesse a pris une décision déclarant la demande non fondée. Cette décision, qui constitue le premier acte attaqué, est motivée comme suit :

« en application de l'article 9ter de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers comme remplacé par l'article 187 de la loi du 29 décembre 2010 portant des dispositions diverses, je vous informe que la demande qui a été déclarée recevable le 04.10.2013, est **non-fondée**.

Motif :

Le problème médical invoqué ne peut être retenu pour justifier la délivrance d'un titre de séjour conformément à l'article 9 ter de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, comme remplacé par l'article 187 de la loi du 29 Décembre 2010 portant des dispositions diverses.

Monsieur [la deuxième partie requérante] invoque un problème de santé, à l'appui de sa demande d'autorisation de séjour, justifiant une régularisation de séjour en Belgique. Le Médecin de l'Office des Etrangers (OE), compétent pour l'évaluation de l'état de santé de l'intéressé et, si nécessaire, pour l'appréciation des possibilités de traitement au pays d'origine et/ou de provenance, a ainsi été invité à se prononcer quant à un possible retour vers l'Arménie, pays d'origine du requérant.

Dans son avis médical remis le 16.12.2014, (joint en annexe de la présente décision sous pli fermé), le médecin de l'OE affirme que l'ensemble des traitements médicamenteux et suivi requis sont disponibles au pays d'origine du demandeur, que ces soins médicaux sont accessibles au requérant, que son état de santé ne l'empêche pas de voyager et que dès lors, il n'y a pas de contre-indication d'un point de vue médical à un retour du requérant à son pays d'origine.

Les soins nécessaires à l'intéressé sont donc disponibles et accessibles en Arménie.

Dès lors, vu que le traitement est disponible et accessible,

- 1) il n'apparaît pas que l'intéressé souffre d'une maladie dans un état tel qu'elle entraîne un risque réel pour sa vie ou son intégrité physique ou
- 2) il n'apparaît pas que l'intéressé souffre d'une maladie dans un état tel qu'elle entraîne un risque réel de traitement inhumain ou dégradant lorsqu'il n'existe aucun traitement adéquat dans son pays d'origine ou dans le pays où il séjourne.

Par conséquent, il n'existe pas de preuve qu'un retour au pays d'origine ou de séjour soit une atteinte à la directive Européenne 2004/83/CE, ni à l'article 3 CEDH. »

Le même jour, la partie défenderesse a adressé au Bourgmestre de Saint-Georges-sur-Meuse l'instruction de convoquer les intéressés afin de leur notifier la décision précitée ainsi que deux ordres de quitter le territoire et deux interdictions d'entrée. Ces décisions, qui constituent les deuxième, troisième, quatrième et cinquième actes attaqués, sont motivées comme suit :

L'ordre de quitter le territoire pris à l'égard de la deuxième partie requérante, qui constitue le deuxième acte attaqué :

« L'ordre de quitter le territoire est délivré en application de l'article suivant de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers et sur la base des faits suivants

- **En vertu de l'article 7, alinéa 1^{er}, 1°** de la loi du 15 décembre 1980, il demeure dans le Royaume sans être porteur des documents requis par l'article 2 : *l'intéressé n'est pas en possession d'un VISA valable. »*

L'ordre de quitter le territoire pris à l'égard de la première partie requérante, qui constitue le troisième acte attaqué :

« L'ordre de quitter le territoire est délivré en application de l'article suivant de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers et sur la base des faits suivants

- **En vertu de l'article 7, alinéa 1^{er}, 1°** de la loi du 15 décembre 1980, il demeure dans le Royaume sans être porteur des documents requis par l'article 2 : *l'intéressée n'est pas en possession d'un passeport valable. »*

L'interdiction d'entrée prise à l'égard de la deuxième partie requérante, qui constitue le quatrième acte attaqué :

« L'interdiction d'entrée est délivrée en application de l'article mentionné ci-dessous de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers et sur la base des faits suivants:

- En vertu de l'article 74/11, §1, alinéa 2 de la loi du 15 décembre 1980, le délai de l'interdiction d'entrée est de 3 ans car :
 - 2° l'obligation de retour n'a pas été remplie : *L'intéressé a reçu un ordre de quitter le territoire notifié le 24.05.2013. Aujourd'hui l'intéressé est toujours sur le territoire Belge. L'obligation de retour n'a des lors pas été remplie. »*

L'interdiction d'entrée prise à l'égard de la première partie requérante qui constitue le cinquième acte attaqué :

L'interdiction d'entrée est délivrée en application de l'article mentionné ci-dessous de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers et sur la base des faits suivants:

- En vertu de l'article 74/11, §1, alinéa 2 de la loi du 15 décembre 1980, le délai de l'interdiction d'entrée est de 3 ans car :
 - 2° l'obligation de retour n'a pas été remplie : *L'intéressée a reçu un ordre de quitter le territoire notifié le 24.05.2013. Aujourd'hui l'intéressée est toujours sur le territoire Belge. L'obligation de retour n'a des lors pas été remplie. »*

2. Questions préalables.

2.1. Dans sa note d'observations, la partie défenderesse soulève, à titre principal, une exception d'irrecevabilité du recours en ce qu'il est dirigé contre les ordres de quitter le territoire pour défaut d'intérêt.

En se fondant sur le prescrit de l'article 7, alinéa 1^{er}, de la loi du 15 décembre 1980, elle estime qu'en délivrant ces ordres de quitter le territoire aux requérants, elle n'a fait usage que d'une compétence liée en sorte que leur annulation n'apporterait aucun avantage pour ceux-ci.

La partie défenderesse excipe également de l'irrecevabilité du recours en ce qu'il est introduit contre les interdictions d'entrée, et ce pour défaut de connexité avec la décision de rejet de la demande d'autorisation de séjour du 13 février 2014.

2.2. En l'occurrence, le Conseil observe que les parties requérantes sollicitent l'annulation d'une décision de rejet d'une demande d'autorisation de séjour sur pied de l'article 9 ter de la loi du 15 décembre 1980, d'ordres de quitter le territoire (annexe 13) et, enfin, d'interdictions d'entrée (annexe 13 sexies) pris ensemble le 13 février 2014. Leur recours vise donc trois types d'acte distincts.

Il convient de rappeler que ni les dispositions de la loi du 15 décembre 1980, parmi lesquelles spécialement l'article 39/69, § 1er, 2°, ni le Règlement fixant la procédure devant le Conseil du Contentieux des Etrangers, ne prévoient qu'un recours puisse porter devant le Conseil de céans la contestation simultanée de plusieurs actes distincts.

Une requête unique dirigée contre plusieurs actes n'est recevable que s'il existe entre eux un lien de connexité tel que, s'ils avaient fait l'objet de requêtes séparées, les requêtes auraient pu être jointes. S'il n'y a pas de connexité entre le premier acte attaqué et les autres objets de la requête, le recours sera en principe considéré comme recevable uniquement en ce qu'il est dirigé contre l'acte mentionné en premier lieu dans la requête.

Cependant, si les actes juridiques attaqués présentent un intérêt différent pour la partie requérante, le recours sera censé être dirigé contre la décision la plus importante ou principale (CE, 19 septembre 2005, n° 149.014; CE, 12 septembre 2005, n° 148.753; CE, 25 juin 1998, n° 74.614; CE, 30 octobre 1996, n° 62.871; CE, 5 janvier 1993, n° 41.514 ; cf. R. Stevens. *10. Le Conseil d'État, 1. Section du contentieux administratif*, Bruges, die Keure, 2007, pp. 65-71).

En règle, le principe de l'interdiction d'introduire plusieurs actions par un seul recours ne souffre de dérogation que si les éléments essentiels de plusieurs actions s'imbriquent à ce point qu'il s'indique, pour éviter la contradiction entre plusieurs décisions de justice ou pour satisfaire à d'autres exigences inhérentes à une bonne administration de la justice, d'instruire comme un tout et de statuer par une seule décision.

En l'occurrence, le Conseil estime, d'une part, que les mesures d'éloignement, bien que fondées sur l'article 7, alinéa 1er, 1°, de la loi du 15 décembre 1980, ont été prises en exécution de la décision du 13 février 2014 rejetant la demande d'autorisation de séjour basée sur l'article 9ter de la même loi, ainsi que cela ressort des instructions expressément adressées par la partie défenderesse au bourgmestre de Saint-Georges-sur-Meuse.

Les ordres de quitter le territoire, pris selon le modèle de l'annexe 13 apparaissent comme les accessoires de cette dernière décision. Dès lors que l'annulation du principal entraîne l'annulation de l'accessoire, la partie requérante justifie d'un intérêt à contester les mesures d'éloignement qui apparaissent comme les simples corollaires du premier acte attaqué.

S'agissant des interdictions d'entrée, il ressort de l'article 74/11, § 1, alinéa 2, de la loi du 15 décembre 1980 que la décision d'interdiction d'entrée accompagne nécessairement un ordre de quitter le territoire (annexe 13 ou 13septies). Même si, en l'espèce, les quatrième et cinquième acte attaqués, soit les interdictions d'entrée, ne se réfèrent pas expressément au deuxième et troisième actes attaqués, soit les ordres de quitter le territoire, mais à une précédente mesure d'éloignement par l'indication selon laquelle « *la décision d'éloignement du 24.05.2013 est assortie de cette interdiction d'entrée* », le Conseil relève cependant le lien de dépendance étroit existant entre ces actes pris tous le 13 février 2014 par le même attaché consécutivement à la décision de rejet de la demande d'autorisation de séjour.

En conséquence, les ordres de quitter le territoire et les interdictions d'entrée pris le 13 février 2014 sont étroitement liés sur le fond à la décision de rejet de la demande d'autorisation de séjour prise le même jour en sorte qu'il s'indique, afin d'éviter toute contradiction qui serait contraire à une bonne administration de la justice, de les joindre et les instruire comme un tout et de statuer par un seul et même arrêt.

L'exception soulevée par la partie défenderesse est en conséquence rejetée.

3. Exposé des moyens d'annulation.

3.1. La partie requérante prend un premier moyen libellé comme suit :

**** M.b.t. de ongegrondheidsbeslissing dd. 13 februari 2014 :**

- 1) Schending van artikel 9ter van de Vreemdelingenwet van 15/12/1980 ; van artikel 62 van de Vreemdelingenwet ; van artikelen 2 en 3 van de wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motivering van de bestuurshandelingen + schending van de algemene beginselen van behoorlijk bestuur, o.a. het materiële motiveringsbeginsel en het zorgvuldigheids- en redelijkheidsbeginsel ;**
- 2) Schending van art. 4 van het Koninklijk Besluit van 17 mei 2007 tot vaststelling van de uitvoeringsmodaliteiten van de wet van 15 september 2006 tot wijziging van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen.**

DOORDAT verweerder stelt dat de aanvraag om machtiging tot verblijf , door verzoekster ingediend op 20 juni 2013, ontvankelijk is doch ongegrond om reden dat het aangehaalde medische probleem niet zou toelaten om aan verzoekster een verblijfsmachtiging cfr. art. 9ter Vw. af te leveren daarbij verwijzend naar het medisch verslag dd. 16 december 2013 van de arts-attaché waarin wordt voorgehouden dat verzoekster niet aan een aandoening zou lijden dewelke een ernstig risico inhoudt voor het leven of de fysieke integriteit aangezien de noodzakelijke medische zorgen beschikbaar en toegankelijk zouden zijn in Armenië.

TERWIJL verzoekster bij haar aanvraag dd. 20 juni 2013 meerdere medische verslagen had voorgelegd (o.a. dd. 08/05/2013 en dd. 22/05/2013 van dokter Axelle PINTIAUX ; dd. 10/05/2013 van dokter Linda TEBACHE ; dd. 14/05/2013 van dokter E. DELOUVROY ; dd. 12/11/2012 van dokter Katty DELBECQUE ; dd. 08/08/2013 van dokter Sarah DELCOMINETTE ; dd. 29/01/2013 en dd. 02/08/2013 van dokter Astrid BOURGUIGNONT ; dd. 07/01/2013 , dd. 13/03/2013 en dd. 30/04/2013 van dokter Vincianne THIELEN en dd. 10/01/2013 van dokter Philippe DELVENNE) waaruit voldoende bleek dat zij wel degelijk lijdt aan enkele medische aandoeningen die van die aard zijn dat een terugkeer naar haar herkomstland wel degelijk een reëel risico inhoudt voor haar leven of fysieke integriteit.

Uit de door de FOD Binnenlandse Zaken gegeven motivering blijkt niet dat verweerder in de bestreden beslissing van niet-gegrondheid van de aanvraag om machtiging van verblijf de diverse gegevens die beschikbaar zijn in verzoeksters dossier op een zorgvuldige en redelijke manier in acht heeft genomen.

Door de aanvraag tot verblijfsmachtiging dd. 20 juni 2013 af te wijzen op grond van het feit dat het medisch probleem niet zou kunnen worden weerhouden als grond om een verblijfsvergunning te bekomen in toepassing van art. 9ter Vw., blijkt dat verweerder niet in alle objectiviteit alle concrete en individuele elementen die zich in het administratief dossier bevinden, zowel afzonderlijk alsook gemeenschappelijk, voldoende en op een redelijke wijze in overweging heeft genomen.

Ten eerste heeft de ambtenaar-geneesheer zich in haar advies dd. 16 december 2013 , waarop verweerder zijn weigeringsbeslissing dd. 13 februari 2014 heeft gebaseerd, hoofdzakelijk beperkt tot het geven van een loutere verwijzing naar de door verzoekster voorgelegde verslagen om daarvan vervolgens een uiterst korte synthese weer te geven.

Uit de lezing van het advies van de arts-attaché dd. 16 december 2013 blijkt alleszins niet dat deze laatste een grondig onderzoek heeft gevoerd van alle door verzoekster voorgelegde medische verslagen.

De door verzoekster voorgelegde medische getuigschriften bevatten wel degelijk meer dan voldoende gegevens waaruit blijkt dat de aandoeningen van verzoekster (Diabetes Type I en PTSD) bijzonder ernstig zijn en dat een terugkeer naar het herkomstland om die reden is uitgesloten.

De voorgelegde gegevens zouden redelijkerwijze moeten kunnen volstaan.

Minstens werden de medische aandoeningen waaraan verzoekster lijdt door de ambtenaar-geneesheer ten onrechte geringschat.

(Zie o.a. Standaard medisch getuigschrift dd. 08/05/2013 van dokters Axelle PINTIAUX en V. MASSON:

“La patiente diabétique de type 1 doit être considérée comme une patiente à risque élevé lors de chaque grossesse.

Les deux morts fœtales in utero sont à mettre en relation avec un diabète maléquilibré en cours de grossesse. » (Stuk 3 bij het inleidend verzoekschrift cfr art. 9ter Vw. dd. 20/06/2013)

“Il s’agit d’une patiente qui avait été transférée de MARCHE avec un diabète extrêmement difficile à équilibrer.

Dans les antécédents de la patiente, il faut noter que ses 2 grossesses précédentes s’étaient soldées par des morts fœtales vers 7 et 8 mois de grossesse en AREMNIE.

...Il est indispensable , pour éviter l’évolution des complications , d’intensifier la prise en charge diabétologique. »

Uit de door verzoekster voorgelegde medische verslagen bleek integendeel dat de medische aandoeningen waaraan zij lijdt van die aard zijn dat een verdere medische opvolging in België noodzakelijk is.

Uit de door verzoekster voorgelegde medische verslagen bleek dat een gegronde verklaring van de aanvraag tot verblijfsmachtiging cfr. artikel 9ter van de Vw. wel degelijk een rationele en aanvaardbare oplossing is.

Ten tweede heeft de arts-attaché een foute analyse gemaakt van de voorhanden zijnde medische informatie.

De arts-attaché heeft de voorhanden zijn medische verslagen foutief geïnterpreteerd en heeft er de verkeerde conclusies uit getrokken.

In haar medisch verslag dd. 22 mei 2013 wees de ziekenhuisarts op de ernst van de medische aandoening van verzoekster en op het feit dat de noodzakelijke medische behandeling die cruciaal is voor verzoeksters gezondheid niet beschikbaar is in Armenië.

(« Je revois ce 22.05.2013 Madame [la première partie requérante]. Son équilibre diabétologique se dégrade au cours du temps et se pose la question d’installer une pompe à insuline afin d’obtenir un équilibre glycémique correct, permettant de mettre en route une éventuelle prochaine grossesse et éviter les complications à long terme.

Malheureusement, **cette pompe à insuline n’est pas disponible dans le pays d’origine** de la patiente (ARMENIE).

A noter, que Madame [la première partie requérante] présente une néphropathie débutante et n’a actuellement pas de rétinopathie.

Il est indispensable, pour éviter révolution des complications, d’intensifier la prise en charge diabétologique... ») (Stuk 4 bij het inleidend verzoekschrift dd. 20 juni 2013)

Uit dit medisch verslag dd. 22 mei 2013 en ook uit de meer dan tien andere medische verslagen die bij het administratief dossier waren toegevoegd, was overduidelijk gebleken dat de medische toestand van verzoekster van die aard is dat het plotse staken van de lopende medische behandeling levensbedreigend is.

De inhoud van deze medische verslagen van de behandelende artsen van verzoekster spreekt voor zich.

Ondanks de meerdere recente medische verslagen, die alle wezen op de bijzondere ernst van de medische toestand waarin verzoekster zich bevindt en waaruit kon worden afgeleid dat een terugkeer naar het herkomstland om medische redenen tegenaangewezen is, is het onbegrijpelijk om vast te stellen dat de arts-attaché een negatief medisch advies geeft ; en dit terwijl uit de diverse medische gegevens van zowel Belgische alsook Armeense artsen ontegensprekelijk was gebleken dat de medische toestand van verzoekster van die aard is, dat zij nood heeft aan een verdere strikte medische opvolging in België.

Voor verzoekster bestaat er geen enkele twijfel dat verweerder haar huidige medische toestand totaal verkeerd heeft beoordeeld.

De door verzoekster voorgelegde medische getuigschriften bevatten wel degelijk meer dan voldoende gegevens waaruit blijkt dat de aandoeningen van verzoekster ernstig zijn en dat een terugkeer naar het herkomstland om die reden is uitgesloten.

Deze gegevens zouden redelijkerwijze moeten kunnen volstaan.

De arts-attaché beperkt zich in haar negatief medisch advies tot het geringschatten van de opmerkingen van de behandelende arts.

(« 22.05.2013 Rapport de consultation du Dr A. PINTIAUX **pose la question** d'une pompe à insuline pour obtenir un meilleur équilibre du diabète permettant de mettre en route une éventuelle prochaine grossesse. »

Het is duidelijk dat het negatief advies van de ambtenaar-geneesheer foutief is en flagrant indruist tegen de door verzoekster bijgebrachte medische verslagen.

In tegenstelling tot door de arts-attaché wordt geïnsinueerd, is het niet zo dat de behandelende arts van verzoekster zich louter "de vraag stelt" naar een insulinepomp ; neen, de behandelende arts heeft op een niet mis te verstane wijze beklemtoont dat een insulinepomp levensnoodzakelijk is en dat deze **niet beschikbaar is in het herkomstland !**

(« **cette pompe à insuline n'est pas disponible dans le pays d'origine** »)

Het besluit van de arts-attaché is in tegenstrijd met de inhoud van de medische verslagen.

De arts-attaché heeft op voorbarige en onterechte wijze de door verzoekster voorgelegde verslagen tegengesproken.

Uit medische verslagen die waren toegevoegd bij het administratief dossier was overduidelijk komen vast te staan dat verzoeksters medische toestand van die aard is dat het plotse staken van de lopende medische behandeling tegenaangewezen is.

Minstens is het advies dd. 16 december 2013 voorbarig aangezien er aanvullende medische onderzoeken voorzien zijn waarna verdere diagnoses kunnen worden opgesteld.

De aandoening van verzoekster is wel degelijk ernstig.

De medische aandoeningen waaraan verzoekster lijdt laten haar niet toe om te reizen.

Uit de door verzoekster voorgelegde medische verslagen bleek integendeel dat de medische aandoeningen waaraan zij lijdt van die aard zijn dat een verdere medische opvolging in België noodzakelijk is.

Ten derde schendt verweerder de algemene beginselen van behoorlijk bestuur , waaronder het zorgvuldigheidsbeginsel.

Verweerder had de mogelijkheid om verzoekster aan een medisch onderzoek te onderwerpen doch heeft ten onrechte nagelaten om dit te doen.

Een medisch onderzoek had ongetwijfeld een ander licht geworpen op de zaak.

Door verzoekster niet aan een medisch onderzoek te onderwerpen, doch zich te beperken tot het advies dd. 16 december 2013 van de ambtenaar-geneesheer, dat voorbarig was en tegenstrijdig met de bij het administratief dossier gevoegde medische verslagen, schendt verweerder de algemene beginselen van behoorlijk bestuur , waaronder het zorgvuldigheidsbeginsel.

Gezien het advies van de arts-attaché enerzijds en anderzijds de medische verslagen van verzoeksters artsen tot tegenstrijdige conclusies komen, was het noodzakelijk om verzoekster minstens aan een medisch onderzoek te onderwerpen.

Door dit niet te doen, doch zich te beperken tot een verwijzing naar het voorbarige en foutieve advies van de ambtenaar geneesheer , heeft verweerder op kennelijk onredelijke wijze besloten om de aanvraag op grond van artikel 9ter Vw. ongegrond te verklaren.

Indien de arts-attaché tot een andersluidende conclusie wilde komen, had hij bij verzoekster of bij haar artsen specifieke informatie kunnen opvragen aangaande de mogelijkheid van verzoekster om te reizen naar Armenië ; gelet op haar medische toestand, en aangaande het causaal verband tussen beide ; of verzoekster onderwerpen aan een medisch onderzoek om haar actuele medische toestand en de mogelijkheid om te kunnen reizen naar het herkomstland te achterhalen alsook het causaal verband tussen beide, wat in casu ten onrechte niet is gebeurd.

De arts-attaché raadpleegde geen deskundige (die onderlegt is in de diabetologie) , noch werd er gecorrespondeerd met de behandelende artsen van verzoekster, aangaande de gezondheidsproblemen van verzoekster.

Nochtans is dit voorgeschreven door artikel 4 van het Koninklijk Besluit van 17 mei 2007 tot vaststelling van de uitvoeringsmodaliteiten van de wet van 15 september 2006 tot wijziging van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen.

Mits consult van een diabetoloog had verwerende partij correct medisch standpunt kunnen innemen.

De behandelende arts van verzoekster heeft het medisch advies dd. 16 december 2013 van arts-attaché Etienne LECLEF gedetailleerd bestudeerd en dienaangaande de volgende opmerkingen gemaakt in een kritisch medisch verslag dd. 25 maart 2014. **(Stuk 7)**

“Lors de votre consultation en Diabète et Grossesse, j'ai pris connaissance du rapport du SPFI de la Direction Générale de l'Office des Etrangers signé du Docteur E. LECLEF, daté du 16/12/2013.

Je ne peux souscrire aux conclusions du Docteur LECLEF.

En effet, même si votre pays d'origine dispose, en théorie, des structures médicales et des médicaments permettant le traitement du diabète de type I et ce, particulièrement durant la grossesse, il est clair qu'en pratique, ces ressources ne sont pas disponibles.

En effet, la perte de vos deux enfants en fin de grossesse dans votre pays d'origine en témoigne largement alors que la 3ème grossesse qui a été menée en Belgique n'a posé aucun problème particulier.

Actuellement, vous êtes en cours d'une 4ème grossesse et le retour dans votre pays d'origine n'est pas une circonstance favorable au déroulement de cette grossesse caractérisée par un diabète de type I instable. Un changement dans les habitudes de vie, un grand déménagement ne sont absolument pas favorables à l'équilibre glycémique.

D'autre part, le stress engendré par tous ces tracasseries et cette réorganisation sont délétères pour la bonne évolution de la grossesse.

Durant une grossesse, le temps est compté et l'équilibration ne peut pas être différée. Le temps d'être transférée dans votre pays d'origine et réorganiser une prise en charge correcte sera une perte de chance pour l'évolution de cette grossesse.

Je m'oppose donc aux conclusions du Docteur LECLEF.

Ce rapport peut être transmis aux personnes qui gèrent votre dossier.

Je reste à leur disposition en tant qu'Expert du diabète de grossesse à l'Hôpital de la Citadelle dans le Service Universitaire de Gynécologie Obstétrique.”

De arts-attaché heeft op voorbarige en onterechte wijze de door verzoekster voorgelegde verslagen tegengesproken.

De inhoud van dit recent kritisch medisch verslag dd. 25 maart 2014 van de behandelende arts van verzoekster laat geen twijfel bestaan dat verweerder de huidige medische toestand van verzoekster verkeerd heeft beoordeeld.

Het is duidelijk dat de aangevochten beslissing foutief is en onafdoende gemotiveerd en dat zij een schending uitmaakt van de motiveringsplicht zoals bepaald in de **algemene beginselen van behoorlijk bestuur, o.a. het materiële motiveringsbeginsel**.

Tegelijk schendt de bestreden beslissing artikel 62 Vw. en de artikelen 2 en 3 van de Wet van 29/07/1991.

Overeenkomstig artikel 62 van de Vreemdelingenwet moeten alle administratieve beslissingen met redenen omkleed worden.

Artikelen 2 en 3 van de Wet van 29/07/1991 voorzien dat de bestuurshandelingen, onder haar toepassingsgebied vallend, uitdrukkelijk moeten worden gemotiveerd, dat de opgelegde motivering in de akte de juridische en de feitelijke overwegingen moet vermelden die aan de beslissing ten grondslag liggen en dat de motivering afdoende moet zijn.

De motivering moet correct zijn en afdoende, en de omvang van de motivering moet aangepast zijn aan het belang van de beslissing.

De motivering is niet afdoende als het gaat om :

Vage, duistere of niet terzake dienende uitleg, onduidelijke, onnauwkeurige, ongeldige of niet plausibele motiveringen, stereotiepe, geijkte of gestandaardiseerde motiveringen (Van Heule D., De motiveringsplicht en vreemdelingenwet, TVVR 1993,67 ev.). “

3.2. La partie requérante prend un deuxième moyen libellé comme suit:

“* **M.b.t. de beide Bevelen om het grondgebied te verlaten dd. 13 februari 2014 (2 x Bijlage 13) :**

3) Schending van artikel 3 van het Europees Verdrag voor de Rechten van de Mens (EVRM).

Uit de door verzoekers voorgebrachte diverse medische verslagen bleek dat de medische aandoeningen van verzoekster van die aard zijn dat zij een directe bedreiging inhoudt voor haar leven.

De voorgelegde verslagen betreffen objectieve en verifieerbare documenten.

Het is onredelijk dat verweerder, ondanks de klare bewoordingen in de voorgelegde medische getuigschriften, alsnog een bevel om het grondgebied te verlaten (2 x Bijlage 13) laat afleveren. **(Stukken 2-3)**

In haar verzoek tot verblijfsmachtiging cfr art 9ter Vw. dd. 20 juni 2013 had verzoekster het volgende opgeworpen :

“Une interruption soudaine de l'accompagnement médical actuel et un retour forcé de la requérante dans son pays d'origine, représente une violation de l'article 3 de la C.E.D.H.

Article 3 de la C.E.D.H. détermine ce qui suit :

Article 3 : Interdiction de la torture

Nul ne peut être soumis à la torture ni à des peines ou traitements inhumains dégradants

Un retour vers son pays d'origine n'est, du moins dans les circonstances actuelles absolument pas conseillé dans cette optique pour la requérante.

Vu ces circonstances particulières, il est de ce fait important que les traitements médicaux ultérieurs nécessaires puissent être poursuivis en Belgique.”

Uit de dossierstukken bleek afdoende dat verzoekster een noodzakelijke medische behandeling ondergaat dewelke in geen geval mag worden onderbroken en dat een voor verzoekster aangepaste en noodzakelijke medische behandeling niet beschikbaar is in Armenië.

Door het afleveren van de bevelen om het grondgebied te verlaten dd. 13 februari 2014 (2 x Bijlage 13), schendt verweerder ontegensprekelijk de bepalingen van artikel 3 E.V.R.M.”

3.3. La partie requérante prend un troisième moyen libellé comme suit:

« * **M.b.t. de beide Inreisverboden dd. 13 februari 2014 (2 x Bijlage 13 Sexies)**

4) Inreisverbod voor 3 jaar : Bijlage 13 Sexies : Schending motiveringsverplichting + schending van artikel 3 van het Europees Verdrag voor de Rechten van de Mens (EVRM).

Uit de door verzoekster voorgebrachte medische verslagen van haar behandelende artsen , bleek dat de medische aandoeningen van verzoekster van die aard zijn dat zij een bedreiging inhouden voor haar gezondheid. De voorgelegde verslagen betreffen objectieve en verifieerbare documenten.

Het is onredelijk dat verweerder, ondanks de klare bewoordingen in de voorgelegde medische getuigschriften, alsnog **een inreisverbod voor 3 jaar - Bijlage 13 Sexies** laat afleveren. **(Stukken 4-5)**

Uit de dossierstukken bleek afdoende dat verzoekster een noodzakelijke medische behandeling ondergaat dewelke in geen geval mag worden onderbroken.

Door het afleveren van een inreisverbod voor 3 jaar dd. 13 februari 2014 - Bijlage 13 Sexies, schendt verweerder ontegensprekelijk de bepalingen van artikel 3 E.V.R.M. (“Niemand mag worden onderworpen aan foltering of aan onmenselijke of vernederende behandelingen of straffingen”.)

De door verweerder aangehaalde argumenten om aan verzoekster een inreisverbod van drie jaar op te leggen, houden trouwens een flagrante schending in van de motiveringsverplichting.

Verweerder is niet wettelijk gebonden om aan verzoekster een **inreisverbod van drie jaren** op te leggen.

Indien verweerder ervoor kiest om aan verzoekers een inreisverbod van drie jaren op te leggen, dan dient een dergelijke verstrekende administratieve beslissing op z'n minst een bijzondere motivering te omvatten, iets wat verweerder in casu ten onrechte geenszins heeft gedaan.

Verweerder is bovendien uitermate onzorgvuldig te werk gegaan.

Zoals hierboven reeds uiteengezet, had verzoekster op 20 juni 2013 een aanvraag tot verblijfsmachtiging op grond van artikel 9ter van de Wet van 15/12/1980 ingediend.

Op 4 oktober 2013 had de FOD Binnenlandse Zaken - DVZ de aanvraag van verzoekster **ontvankelijk verklaard**.

Verweerder kan verzoekers onmogelijk verwijten dat zij geen vrijwillig gevolg hebben gegeven aan een eerder Bevel om het grondgebied te verlaten, aan verzoekers betekend op 24 mei 2013 ; aangezien het verweerder zélf is geweest, die op 4 oktober 2013 was overgegaan tot het ontvankelijk verklaren van verzoeksters aanvraag cfr. art. 9ter Vw. dd. 20 juni 2013.

Na de beslissing (dd. 4 oktober 2013) tot ontvankelijk verklaring van verzoeksters aanvraag cfr. art. 9ter Vw. dd. 20 juni 2013 verkeerden verzoekers in een legale administratieve toestand, zijnde : zij werden in het bezit gesteld van hun Attest van Immatriculatie.

Ondanks het feit dat verweerder op 24 mei 2013 aan verzoekers een bevel om het grondgebied te verlaten had laten betekenen, waren verzoekers vanaf 4 oktober 2013 wel degelijk opnieuw gerechtigd om op het Belgisch grondgebied te verblijven, in afwachting van een beslissing door verweerder in de lopende aanvraag tot verblijfsmachtiging dd. 20 juni 2013.

Verweerder kan niet redelijkerwijze van verzoekers verlangen dat zij vrijwillig gevolg zouden moeten geven aan het bevel om het grondgebied te verlaten dd. 24 mei 2013, terwijl het verweerder zélf is geweest die op 4 oktober 2013

verzoekers aanvraag cfr. art. 9ter Vw. ontvankelijk had verklaard en verzoekers vanaf dan opnieuw wettelijk gemachtigd waren om op het Belgische grondgebied te verblijven in afwachting van een beslissing ten gronde inzake hun lopende aanvraag tot verblijfsmachtiging cfr. art. 9ter Vw.; begripte wie kan...

Overeenkomstig artikel 62 van de Vreemdelingenwet moeten alle administratieve beslissingen met redenen omkleed worden.

Artikelen 2 en 3 van de Wet van 29/07/1991 voorzien dat de bestuurshandelingen, onder haar toepassingsgebied vallend, uitdrukkelijk moeten worden gemotiveerd, dat de opgelegde motivering in de akte de juridische en de feitelijke overwegingen moet vermelden die aan de beslissing ten grondslag liggen en dat de motivering afdoende moet zijn.

De motivering moet correct zijn en afdoende, en de omvang van de motivering moet aangepast zijn aan het belang van de beslissing.

De motivering is niet afdoende als het gaat om : Vage, duistere of niet terzake dienende uitleg, onduidelijke, onnauwkeurige, ongeldige of niet plausibele motiveringen, stereotiepe, geijkte of gestandaardiseerde motiveringen (Van Heule D., De motiveringsplicht en vreemdelingenwet, TVVR 1993,67 ev.).

Om al de hierboven aangehaalde redenen dienen derhalve de beslissingen van verweerder dd. 13 februari 2014 (waaronder de beide Bevelen om het grondgebied te verlaten – 2 x Bijlage 13 alsook de beide Inreisverboden – 2 x Bijlage 13 Sexies), te worden vernietigd."

4. Discussion.

4.1. Sur le premier moyen, le Conseil rappelle qu'aux termes de l'article 9ter, § 1er, alinéa 1er, de la loi du 15 décembre 1980, « *l'étranger qui séjourne en Belgique qui démontre son identité conformément au § 2 et qui souffre d'une maladie telle qu'elle entraîne un risque réel pour sa vie ou son intégrité physique ou un risque réel de traitement inhumain ou dégradant lorsqu'il n'existe aucun traitement adéquat dans son pays d'origine ou dans le pays où il séjourne, peut demander l'autorisation de séjourner dans le Royaume auprès du ministre ou son délégué* ».

En vue de déterminer si l'étranger qui se prévaut de cette disposition répond aux critères ainsi établis, les troisième et quatrième alinéas de ce paragraphe, portent que « *l'étranger transmet avec la demande tous les renseignements utiles et récents concernant sa maladie et les possibilités et l'accessibilité de traitement adéquat dans son pays d'origine ou dans le pays où il séjourne. Il transmet un certificat médical type [...]. Ce certificat médical indique la maladie, son degré de gravité et le traitement estimé nécessaire* ».

Le cinquième alinéa indique que « *l'appréciation du risque visé à l'alinéa 1er, des possibilités de traitement, leur accessibilité dans son pays d'origine ou dans le pays où il séjourne et de la maladie, son degré de gravité et le traitement estimé nécessaire indiqués dans le certificat médical, est effectuée par un fonctionnaire médecin ou un médecin désigné par le ministre ou son délégué qui rend un avis à ce sujet. Ce médecin peut, s'il l'estime nécessaire, examiner l'étranger et demander l'avis complémentaire d'experts* ».

Le Conseil relève également qu'il ressort des travaux préparatoires de la loi du 15 septembre 2006 ayant inséré l'article 9ter précité dans la loi du 15 décembre 1980, que le « *traitement adéquat* » mentionné dans cette disposition vise « *un traitement approprié et suffisamment accessible dans le pays d'origine ou de séjour* », et que l'examen de cette question doit se faire « *au cas par cas, en tenant compte de la situation individuelle du demandeur* » (Projet de loi modifiant la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, Exposé des motifs, Doc. parl., Ch. repr., sess. ord. 2005-2006, n° 2478/01, p.35 ; voir également : Rapport, Doc. parl., Ch. repr., sess. ord. 2005-2006, n° 2478/08, p.9). Il en résulte que pour être « *adéquats* » au sens de l'article 9ter précité, les traitements existant dans le pays d'origine ou de résidence du demandeur doivent être non seulement « *appropriés* » à la pathologie concernée, mais également « *suffisamment*

accessibles » à l'intéressé dont la situation individuelle doit être prise en compte lors de l'examen de la demande.

Le Conseil rappelle encore que l'obligation de motivation formelle n'implique que l'obligation d'informer la partie requérante des raisons qui ont déterminé l'acte attaqué, sous la réserve toutefois que la motivation réponde, fût-ce de façon implicite mais certaine, aux arguments essentiels de l'intéressé.

L'obligation de motivation formelle à laquelle est tenue l'autorité administrative doit permettre au destinataire de la décision de connaître les raisons sur lesquelles se fonde celle-ci, sans que l'autorité ne soit toutefois tenue d'expliquer les motifs de ses motifs. Il suffit, par conséquent, que la décision fasse apparaître de façon claire et non équivoque le raisonnement de son auteur afin de permettre au destinataire de la décision de comprendre les justifications de celle-ci et, le cas échéant, de pouvoir les contester dans le cadre d'un recours et, à la juridiction compétente, d'exercer son contrôle à ce sujet.

Le Conseil souligne que, dans le cadre du contrôle de légalité qu'il est appelé à exercer, il n'est pas compétent pour substituer son appréciation à celle de l'autorité administrative qui a pris la décision attaquée. Ce contrôle doit se limiter à vérifier si cette autorité a pris en considération tous les éléments de la cause et a procédé à une appréciation largement admissible, pertinente et non déraisonnable des faits qui lui sont soumis.

En l'espèce, s'agissant de l'argument de la partie requérante tenant à la non prise en compte de l'installation d'une pompe à insuline, le Conseil relève que le médecin indique notamment dans son certificat médical daté du 22 mai 2013 : *« Je revois ce 22.05.2013 madame [la partie requérante]. Son équilibre diabétologique se dégrade au cours du temps et se pose la question d'installer une pompe à insuline afin d'obtenir un équilibre correct, permettant de mettre en route une éventuelle prochaine grossesse et éviter les complications à long terme. Malheureusement cette pompe à insuline n'est pas disponible dans le pays d'origine de la patiente (Arménie) (...) il est indispensable, pour éviter l'évolution des complications, d'intensifier la prise en charge diabétologique . La patiente sera prochainement prise en charge par le diabétologue, le dr [G.] pour assure le suivi chronique ».*

Le médecin conseil de la partie défenderesse qui ne remet nullement en cause le diagnostic établi par le médecin de la partie requérante relatif au diabète de cette dernière, considère cependant que ce diabète de *« type 1 ou insulino dépendant [est] équilibré et non compliqué »* et que *« le certificat médical fourni ne permet pas d'établir que l'intéressé souffre d'une maladie dans un état tel qu'elle entraîne un risque réel pour sa vie ou son intégrité physique ni un risque réel de traitement inhumain ou dégradant vu que les soins médicaux existent au pays d'origine ».*

Si le médecin-conseil a ainsi, notamment examiné la présence de diabétologues en Arménie, il n'apparaît toutefois pas qu'il ait pris en considération l'aggravation de l'état de santé de la première partie requérante, telle qu'elle a été constatée par le Dr. P., responsable de la consultation Diabète et Grossesse au sein du Service de Gynécologie obstétrique sur le site du CHR de la Citadelle à Liège, qui envisageait l'installation d'une pompe à insuline afin de retrouver un *« équilibre glycémique correct ».*

Le Conseil estime dès lors que la motivation de la décision, fondée sur ce rapport du médecin-conseil, est, à tout le moins insuffisante dès lors qu'elle ne permet pas de s'assurer que les éléments essentiels invoqués par la partie requérante à l'appui de sa demande d'autorisation de séjour introduite sur la base de l'article 9ter de la loi du 15 décembre 1980 ont bien été pris en considération.

L'argumentation développée par la partie défenderesse dans sa note d'observations selon laquelle *« il ne ressort cependant pas des autres rapports postérieure d'aout 2013, que cette pompe a réellement été mise en place »* n'est pas de nature à énerver le constat qui précède, dès lors qu'il s'agit d'une motivation *a posteriori*.

Il résulte de ce qui précède que le premier moyen est, dans les limites décrites ci-dessus, fondé et justifie l'annulation de la décision de rejet de la demande d'autorisation de séjour.

4.2. Les ordres de quitter le territoire pris à l'encontre des requérants constituant les accessoires de la décision déclarant non-fondée la demande d'autorisation de séjour susmentionnée, il convient de les annuler également.

4.3. S'agissant des interdictions d'entrée, ainsi qu'il a été exposé au point 2.2. du présent arrêt il ressort de l'article 74/11, §1^{er}, alinéa 2 de la loi du 15 décembre 1980 qu'une décision d'interdiction d'entrée accompagne nécessairement une mesure d'éloignement, en sorte qu'elle en constitue l'accessoire.

Il convient en conséquence d'annuler les interdictions d'entrée également.

4.4. Il n'y a pas lieu d'examiner les autres aspects du moyen qui, à les supposer fondés, ne seraient pas de nature à conduire à une annulation, des actes susmentionnés, aux effets plus étendus.

5. Débats succincts.

Les débats succincts suffisant à constater que la requête en annulation doit être accueillie, il convient d'appliquer l'article 36 de l'arrêté royal du 21 décembre 2006 fixant la procédure devant le Conseil du Contentieux des Etrangers.

Les décisions attaquées étant annulées par le présent arrêt, il n'y a plus lieu de statuer sur la demande de suspension.

PAR CES MOTIFS, LE CONSEIL DU CONTENTIEUX DES ETRANGERS DECIDE :

Article 1.

La décision déclarant non fondée la demande d'autorisation de séjour sur pied de l'article 9 ter de la loi du 15 décembre 1980, prise le 13 février 2014, est annulée.

Article 2.

Les ordres de quitter le territoire pris le 13 février 2014 sont annulés.

Article 3.

Les interdictions d'entrée prises le 13 février 2014 sont annulées.

Article 4.

La demande de suspension est sans objet.

Ainsi prononcé à Bruxelles, en audience publique, le trente octobre deux mille quatorze par :

Mme M. GERGEAY, président f.f., juge au contentieux des étrangers,

Mme G.BOLA-SAMBI-B., greffier assumé.

Le greffier, Le président,

G. BOLA-SAMBI-B.

M. GERGEAY